

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/1705
21 août 1950
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

TELEGRAMME ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL, LE 20 AOUT 1950, PAR LE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT CENTRAL DU PEUPLE DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ONT PROVOQUE L'INCIDENT DE COREE, LANCE DES
FORCES NAVALES, TERRESTRES ET AERIENNES DANS UNE AGRESSION DIRECTE CONTRE LA
COREE, ET ENVAHI LE TERRITOIRE DE FORMOSE, PARTIE INTEGRANTE DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE, AVEC LEUR SEPTIEME ESCADRE, S'EFFORCANT AINSI D'ETENDRE
LA GUERRE ET D'ATTEINDRE LEUR OBJECTIF, QUI EST DE METTRE L'ASIE SOUS LEUR
JOUG, EN VIOLANT AINSI GRAVEMENT LA PAIX EN ASIE ET DANS LE MONDE.

LES PEUPLES PACIFIQUES DE TOUTE L'ASIE ET DU MONDE ENTIER ESPERENT
ARDEMMENT QUE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES SERA A LA HAUTEUR DE SES
RESPONSABILITES DANS LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE MONDIALES ET
REGLERA COMME IL CONVIENT LA QUESTION COREENNE PAR DES METHODES EFFICACES ET
PACIFIQUES. LA COREE EST LA VOISINE DE LA CHINE. LE PEUPLE CHINOIS N'EN EST
QUE PLUS PREOCCUPE DE LA SOLUTION DE LA QUESTION COREENNE.
LA QUESTION DE COREE DOIT ET PEUT SE REGLER PACIFIQUEMENT; MAIS JUSQU'ICI LA
CONSTANTE OBSTRUCTION ET LA TACTIQUE DILATOIRE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE AUX
SEANCES DU CONSEIL DE SECURITE ONT EMPECHE LE REGLEMENT PACIFIQUE ET EQUITABLE
DE LA QUESTION DE COREE, QUI INTERESSE LE MONDE ENTIER. LE GOUVERNEMENT DES
ETATS-UNIS EST ENTIEREMENT RESPONSABLE DE CE QUE LA QUESTION DE COREE N'AIT
PAS PU FAIRE L'OBJET D'UN REGLEMENT PACIFIQUE.

LE GOUVERNEMENT CENTRAL DU PEUPLE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
APPUIE PLEINEMENT TOUTES LES PROPOSITIONS RELATIVES AU REGLEMENT PACIFIQUE
DE LA QUESTION DE COREE QUE M. YAKOV MALIK A PRESENTEES LE 4 AOUT AU CONSEIL
DE SECURITE AU NOM DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES. CES PROPOSITIONS SONT ABSOLUMENT CONFORMES A L'ESPRIT DE LA
CHARTRE DES NATIONS UNIES ET AUX VOEUX DES POPULATIONS DE L'ASIE ET DU MONDE.

LE GOUVERNEMENT CENTRAL DU PEUPLE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
MAINTIENT FERMEMENT QUE, LORSQUE LE CONSEIL DE SECURITE EXAMINE LA QUESTION DE

COREE, IL FAUT QUE LE REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, PAYS DE QUATRE CENT SOIXANTE-QUINZE MILLIONS D'HABITANTS, PARTICIPE AUX DEBATS, ET QUE LES REPRESENTANTS DU PEUPLE COREEN SOIENT INVITES A EXPRIMER LEUR OPINION. L'OPERATION MILITAIRE DE COREE DOIT ETRE ARRETEE ET TOUTES LES TROUPES ETRANGERES DOIVENT QUITTER LA COREE. AUTREMENT, IL SERAIT IMPOSSIBLE D'ABOUTIR A UN REGLEMENT PACIFIQUE ET EQUITABLE DE LA QUESTION DE COREE.

LE GOUVERNEMENT CENTRAL DU PEUPLE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE EST FERMEMENT OPPOSE AU BOMBARDEMENT BARBARE DES VILLES ET DES HABITANTS PACIFIQUES PAR L'AVIATION AMERICAINE EN COREE, IL APPUIE ENTIEREMENT LA PROTESTATION SOLENNELLE ET LEGITIME QUE M. PAK HEN YEN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DE COREE, A FAIT PARVENIR AU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES LE 5 AOUT, ET IL DEMANDE QUE LE CONSEIL DE SECURITE PRENNE DES MESURES IMMEDIATES POUR METTRE RAPIDEMENT FIN AUX ATROCITES QUE LES FORCES DES ETATS-UNIS COMMETTENT EN VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL ET DES REGLES DE LA MORALE. IL Y A LA UN DEVOIR AUQUEL NE PEUT SE SOUSTRAIRE AUCUN MEMBRE DU CONSEIL DE SECURITE, AUQUEL A ETE CONFERE LA RESPONSABILITE DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES.

CHOU-EN-LAI,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU GOUVERNEMENT CENTRAL DU PEUPLE DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

